Numéro 7 - Juin 2026

L'ÉPINEUSE

La revue des Jeunes Socialistes

ÉLECTIONS MUNICIPALES 2026

L'ÉDITO : AUJOURD'HUI LA COMMUNE, DEMAIN LA FRANCE !



Rémi Boussemart
Président des Jeunes Socialistes



Théophile Bernard
Secrétaire national à la revue des Jeunes Socialistes (59)

Les soirs des 15 et 22 mars ont marqué, pour nous militantes et militants jeunes socialistes, l'aboutissement de plusieurs mois de mobilisation.

Nous avons tracté, boité, collé des affiches, sonné aux portes de nos quartiers, de nos villes, de nos villages. Dans cette bataille des municipales, nous avons été en première ligne. Nous avons contribué à l'élaboration des programmes pour défendre notre vision de la ville et de l'action politique.

Nous avons participé aux campagnes en priorisant ce qui compte le plus : le terrain.

Aujourd'hui, plus de cent cinquante d'entre nous siègent dans les conseils municipaux ou y occupent des fonctions exécutives.

De Dunkerque à Fontenay-aux-Roses, ville dirigée par une maire Jeune socialiste, des arrondissements de Paris à ceux de Marseille, de Guingamp à Chalon-sur-Saône, nous nous mobiliserons pendant les sept années à venir pour faire des communes le premier échelon de l'action socialiste, dans la majorité comme l'opposition.

Ce soir du 22 mars a dessiné la carte d'une France traversée par des fractures de plus en plus béantes. Ces fractures, nous les avons ressenties pendant ces mois de campagne, tant la réalité du militantisme diffère entre villes de gauche depuis des décennies et terres de conquête ancrées à droite et tentées par l'extrême droite.

Et une fois de plus, les résultats de ces élections sonnent comme un énième avertissement de ce qui pourrait advenir dans moins d'un an, lors des élections présidentielles. Une extrême droite forte, qui s'enracine dans ses bastions et conquiert de nouvelles villes. À Nice, Liévin, Montauban, La Flèche ou Carcassonne, son programme de division et d'exclusion n'améliorera pas la vie des centaines de milliers d'habitants concernés.

Cette progression s'appuie sur le soutien plus ou moins assumé d'une partie du centre et de la droite. Alors que le macronisme crépusculaire n'en finit plus de s'éteindre à petit feu, une partie de ses élus en perte de repères, dépourvue de toute conviction ou du moindre sens moral, refuse désormais de soutenir la gauche pour faire barrage au RN. Cet essoufflement des valeurs fondamentales de notre République aura ainsi conduit à la moitié des victoires du RN au second tour.

Bien avant d'être mis en œuvre à l'échelle nationale, c'est au niveau municipal que le socialisme a d'abord pris racine et qu'il demeure le plus concret. Dès le XIXe siècle, alors que l'industrialisation creusait les inégalités et excluait les travailleurs paupérisés, les premiers d'entre nous se sont levés pour offrir à chacun un avenir digne.

Progressivement, le socialisme municipal s'est incarné dans une politique sociale ambitieuse visant à subvenir aux besoins fondamentaux de toutes et tous, une politique d'émancipation individuelle par l'accès à l'éducation, la culture et le sport et par la démocratie locale, une politique mise en oeuvre par des services publics municipaux robustes.

Surtout, le socialisme au niveau municipal a participé à constituer une contre-société face à celle qui exploite les êtres humains et la nature. En donnant corps à un véritable écosystème de collectifs humains engagés, le socialisme d'en bas a nourri le socialisme du haut. Cette conception de notre courant de pensée politique, c'est celle que les Jeunes socialistes continuent de défendre.

Aujourd'hui, face à la tentation du repli sur soi et de l'exclusion, face à la fatigue démocratique et à la défiance croissante envers les élus et l'action publique, le socialisme municipal est la première des réponses.

Tandis que d'autres, à gauche comme à droite, font le choix d'exacerber les clivages, les politiques mises en œuvre par les maires socialistes partout en France et leur action pour retisser le lien entre citoyens doivent être les piliers du projet socialiste pour 2027 et pour les années à venir. ■

LES ARTICLES DES JEUNES SOCIALISTES

MUNICIPALES : EN CAMPAGNE PARTOUT EN FRANCE

Union de la gauche à Amiens : une victoire inattendue

Paul Ragazzon
Animateur fédéral de la Somme



Plutôt à droite

Amiens entretient une relation tumultueuse avec la gauche. Bastion rouge historique, seule capitale régionale aux mains des communistes, Amiens désavoue finalement la gauche sur fond de désunion et de crise économique à la fin des années 1980.

Depuis, à l'exception d'une brève et décevante parenthèse rose de 2008 à 2014, le centre marié à la droite dirige la capitale picarde. En 2020, c'est une gauche unie au forceps qui échoue nettement à reprendre la main, au terme d'une campagne qui a laissé des animosités.

Devant nous, une droite qui accumule les mauvais choix et qui fatigue : Amiens s'installe parmi les villes les plus paupérisées de France, Amiens accuse vingt ans de retard en matière de transports en commun et Amiens voit les queues devant les distributions alimentaires pour les étudiantes et étudiants se rallonger…

Un premier espoir naît lorsque, dans l'élan du NFP, la droite est défaite aux législatives. Mais comble du spectacle, le candidat malheureux est investi à la hâte maire d'Amiens pour remplacer la maire démissionnaire : il sera notre adversaire.

Le pari de Fred

Nous sommes en 2024, l'aventure municipale se prépare avec la création d'un collectif citoyen animé par Frédéric Fauvet, au nom particulièrement original de « Pour Amiens ». Une base élargie, qui réunit des socialistes, mais aussi d'anciens adhérents, des acteurs associatifs et des proches de gauche pour préparer un projet pour l'élection à venir.

Le premier pari est celui d'une victoire portée d'abord par une dynamique participative et citoyenne. Frédéric prend l'engagement fort que notre liste sera composée d'un tiers de candidats non encartés.

Pour faire vivre ce petit monde, le « double F », comme on l'appelle, fait un second pari : celui de la jeunesse. C'est une coordination ouverte, associant éléphants locaux et jeunes militants, qui se met en place. Une chance pour nous, car plus qu'être associés, nous sommes plusieurs étudiants à nous être progressivement retrouvés à chapeauter opérationnellement la campagne.

Et ça s'est ressenti : une image hyper colorée et rafraîchie, une communication plus impactante, une prise de décision plus horizontale, bref, une façon de faire loin des standards des élections locales des dernières années… Ça a bousculé un peu.

La presse locale s'enthousiasme du fait que notre directeur de campagne soit étudiant, mais certains sont méfiants, voire jaloux : « *ils sont inexpérimentés* », « *ils ne s'adressent qu'aux jeunes* », etc.

Mais la majorité a compris l'opportunité que cela représentait, tant pour la campagne que pour la fédération. Nous ouvrir cet espace, c'est nous former, nous responsabiliser, c'est préparer la prochaine génération. Ce qui a fonctionné, c'est la bienveillance et les apports mutuels entre jeunes militants et militants aguerris : on a beaucoup appris et on a apporté une nouvelle dynamique à l'équipe.

Se rassembler

Quelle joie et quel étonnement lorsqu'un premier sondage donne Frédéric Fauvet en tête dans un scénario d'union de la gauche face au maire sortant !

La dynamique prend et le collectif citoyen s'agrandit de jour en jour : nous sommes passés d'une cinquantaine de membres à une centaine. Il n'y a pas encore d'union, mais Fred devient le candidat naturel à gauche, appuyé par une solide base d'habitants de tous horizons et engagés pour la ville.

Les écologistes rejoignent finalement cette dynamique et, après d'âpres négociations, le candidat du PCF, Léon Deffontaines, soutenu par le député du coin François Ruffin, s'associe à notre démarche. Les gauches jugées irréconciliables par certains, et en particulier depuis la campagne houleuse et discordante de 2020, se rassemblent autour de Fred et du collectif citoyen « Pour Amiens ».

Les jeunes ont grandement fait vivre cette union. La sincérité du projet à destination de la jeunesse, l'interconnaissance et les amitiés locales ont motivé plusieurs camarades syndicalistes et associatifs étudiants à nous rejoindre… et ce, malgré l'existence d'une autre candidature à gauche.

Des victoires

Oui, c'est un programme pensé par des jeunes et qui fait confiance à la jeunesse qui a été proposé aux Amiénois. Un projet tourné vers l'avenir, qui fait de la gratuité des bus pour les moins de vingt-six ans sa proposition phare et de la construction très attendue d'un resto U, une priorité.

Nous sommes le 22 mars au soir. Après une mobilisation quotidienne et en nombre dans les vingt-sept quartiers d'Amiens depuis plus d'un an, on retient notre souffle.

L'équipe de campagne est installée en secret dans la loge serrée d'un petit théâtre ; seule une caméra de M6 nous accompagne et l'on remonte progressivement les résultats.

Vers 21h, notre tableur s'affine, l'écart se creuse. On repense aux yeux brillants de certains habitants imaginant le coût de la cantine baisser de 25%. On repense à l'enthousiasme d'étudiants s'imaginant aller au cinéma, au sport, à la fac ou voir leurs amis sans se soucier du ticket de bus.

On repense à toutes ces rencontres durant la campagne, quand soudain, le poing du candidat frappant la table interrompt nos pensées : « *on l'a fait !* ».

La semaine suivante, la gauche prend place dans la salle des assemblées. Nous applaudissons tous un cas probablement unique dans une métropole : les finances et la démocratie locale sont déléguées à des élus étudiants. Un signal très fort, qui nous rend très fiers.

Maintenant, c'est à nous de changer la vie ! ■







Une Jeune socialiste élue maire : récit d'une victoire à Fontenay-aux-Roses

Florian Bierre

Militant jeune socialiste (92)



Nous sommes le 22 mars, il est un peu plus de 22h lorsque les résultats du second tour tombent. Pauline Le Fur, candidate de 30 ans, à la tête de l'union de la gauche à Fontenay-aux-Roses remporte la mairie avec 53,2% des voix face à Laurent Vastel, maire (UDI) depuis douze ans.

Pour bien comprendre ce qui nous a permis de l'emporter, il faut remonter au début de la campagne et rappeler le contexte électoral de ces dernières années. En 2020, la gauche est partie divisée à Fontenay avec d'un côté la liste menée par Pascal Buchet (PS) avec les Communistes et de l'autre la liste menée par Gilles Mergy avec le soutien des Écologistes. Cette division au premier tour et l'impact du Covid-19 ont joué en notre défaveur.

Mais cette défaite a permis l'émergence d'une opposition forte avec des figures comme Pauline Le Fur qui s'est emparée de chacun des sujets et s'est formée pendant six ans, le tout en poursuivant ses études d'avocate et en passant le CRFPA. En parallèle, la gauche a remporté quelques victoires électorales, notamment lors des départementales de 2021 où nous avons réussi à faire élire Lounes Adjroud (PS) et Astrid Brobecker (Les Écologistes – conseillère municipale d'opposition à Fontenay-aux-Roses).

Les élections législatives anticipées de 2024 ont créé une véritable dynamique à Fontenay où le candidat du NFP est arrivé en tête. C'est au cours de cette campagne que nous avons rencontré bon nombre de citoyens qui souhaitaient s'engager dans une campagne pour battre le maire. Pour ne pas les décevoir, nous avons échangé avec les Écologistes, les Communistes, le PRG et les citoyens engagés pour former un mouvement capable de poursuivre la dynamique des législatives et propulser aux manettes une équipe motivée et aux idées clairement de gauche.

Pauline était la candidate parfaite. Jeune, habitante depuis toujours à Fontenay, conseillère municipale d'opposition, future avocate en droit de l'environnement, militante, ancienne animatrice fédérale des jeunes socialistes des Hauts-de-Seine. Côté Parti socialiste, elle était celle que nous souhaitions soutenir. Nous avons donc échangé avec nos partenaires, mené des tractations et justifié son profil. Nous sommes parvenus à un accord et avons ainsi débuté notre campagne.

Le Maire apparaissait aux yeux des habitants comme quelqu'un de particulièrement distant qui ne faisait pas vivre la démocratie locale. Pour répondre à ce besoin, nous avons fait de la démocratie participative l'un des socles de notre projet municipal.

Nous avons organisé une dizaine d'ateliers et de temps d'échange avec les habitants afin de recueillir leurs idées et construire avec eux notre programme. Pour nous faire connaître et recueillir d'autres témoignages d'habitants, des tractages et des porte-à-porte ont aussi été organisés.

Notre campagne cherchait également à parler à l'ensemble des classes d'âge. La jeunesse était une clé essentielle, de nombreux jeunes issus de tous les partis étaient impliqués et ont pu faire entendre leurs voix et participer.

Ils ont également été formés par les aînés présents qui n'ont eu de cesse de les intégrer, y compris encore aujourd'hui lors des prises de fonction. Nous avons même pu organiser un rendez-vous des jeunes un soir afin de les rencontrer dans un temps d'échange dédié.

Nous avons organisé au cours de cette campagne de nombreux ateliers où de nombreux Fontenaisiens et Fontenaisiennes se sont rendus. Des parents, des seniors, des jeunes, des vétérans qui ont tous pu participer aux échanges et apporter leur contribution à notre projet.

Il nous a fallu ensuite le porter auprès des habitants à travers les tractages au marché et les porte-à-porte. Pour certains, ces actions militantes étaient une première mais nous avons toujours pu être accompagnés par nos aînés qui ont déjà mené campagne plus d'une fois et connaissaient parfaitement les méthodes, les rues et les habitants clés.

Au soir du premier tour, lorsque nous avons vu que nous étions deuxièmes, derrière le maire sortant et en bonne position pour l'emporter, nous avons immédiatement contacté la liste de Gilles Mergy (arrivée troisième) afin de fusionner avec lui. Nos projets et nos méthodes étaient compatibles sur bien des aspects et cela a grandement facilité les échanges.

Au soir de notre victoire, c'est donc l'ensemble de cette entreprise collective qui a été récompensée. Aujourd'hui, aux manettes depuis deux mois, nous sommes fiers du travail que nous avons déjà accompli et des premières mesures que nous avons prises pour améliorer le quotidien de nos concitoyens. ■

Jeune socialiste et maire : cinq questions à Pauline Le Fur

Pauline Le Fur

Maire de Fontenay-aux-Roses



Quels sont pour toi les trois plus grands défis que Fontenay-aux-Roses doit relever au cours des années à venir ?

Le premier défi est de recréer du lien entre les habitants, notamment à travers davantage d'animations et de moments de convivialité. Le deuxième est de répondre aux grands projets d'investissement nécessaires pour préparer l'avenir de notre ville, qu'il s'agisse des enjeux climatiques ou démographiques. Enfin, il y a évidemment la question du financement, qui constitue aujourd'hui une difficulté majeure pour l'ensemble des communes.

Comment est-ce que tu comptes agir au cours de ton mandat pour que les jeunes Fontenaysiens et Fontenaysiennes s'intéressent à la vie publique et s'engagent à leur tour ?

Avant de donner envie aux jeunes de s'engager, il faut d'abord répondre à leurs difficultés concrètes. Pour cela, nous voulons recréer du lien entre les jeunes de tous les quartiers de Fontenay et les services municipaux, notamment en améliorant la communication autour des activités proposées, en rendant certains tarifs plus accessibles et en créant davantage de passerelles entre les résidences étudiantes et la mairie.

Nous pouvons aussi nous appuyer sur des relais précieux, à commencer par nos jeunes élus, qui sont présents sur le terrain et se forment pour devenir les nouvelles énergies de demain. Je suis convaincue qu'en agissant ainsi, nous montrerons aux jeunes qu'il est possible de s'engager et de changer concrètement la vie des habitants.

Qu'est-ce qui t'a poussé à t'engager en politique ? Et pourquoi au Parti socialiste ?

Pendant mes années d'études, j'ai découvert le droit constitutionnel, une matière que j'ai trouvée passionnante. C'est ce qui m'a amenée à m'intéresser à la politique. En parallèle, j'ai adhéré au Parti socialiste pendant la campagne présidentielle de Benoît Hamon, car j'avais été particulièrement sensible aux débats de fond portés à cette époque, notamment sur le revenu universel ou le partage du temps de travail.

C'était des débats importants, qui ouvraient de vraies réflexions sur l'avenir de la société. D'ailleurs, je pense que c'est l'une des dernières grandes campagnes de fond que la France ait connues.

Est-ce que la façon de s'engager en politique aujourd'hui diffère de la vie politique d'il y a dix, vingt, trente ans ?

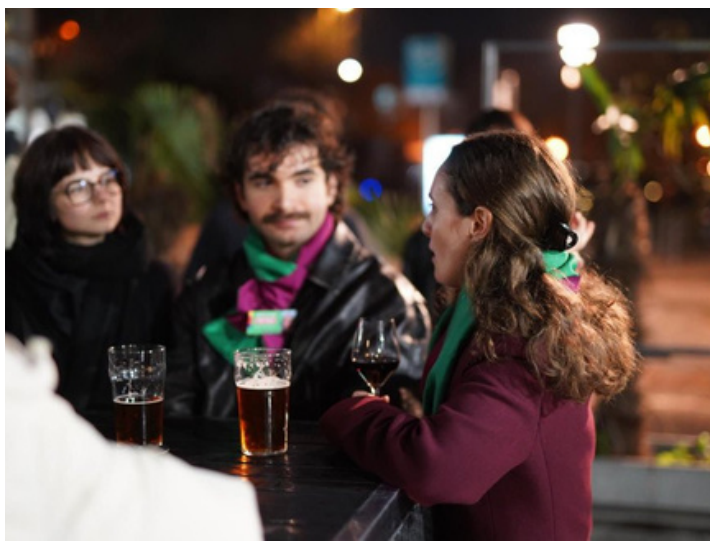
Oui, notamment parce que les réseaux sociaux occupent désormais une place très importante. Les attentes des habitants ont aussi beaucoup évolué. Aujourd'hui, ils recherchent avant tout de la proximité : ils veulent sentir que leurs élus les connaissent, connaissent leur quartier et comprennent leurs difficultés. Il existe une attente d'hyper-proximité, avec une demande de réponses rapides et permanentes. Après, je ne suis peut-être pas la mieux placée pour comparer avec la vie politique d'il y a vingt ou trente ans, mais il me semble que c'est l'un des changements les plus marquants.

Et comment est-ce que tu envisages le rôle du maire au sein de la société française d'aujourd'hui ?

Le rôle du maire est avant tout d'être à l'écoute et de construire une ville qui réponde aux besoins de ses habitantes et de ses habitants, tout en gardant à l'esprit les inégalités qui existent afin d'y répondre au mieux. Une municipalité doit être capable d'accompagner tous les habitants au quotidien. Dans ce cadre, le maire est à la fois l'organisateur d'une équipe et le garant du bon fonctionnement de la ville. Il doit surtout rester connecté au terrain et être capable de percevoir en permanence les besoins et les attentes des habitants. ■













S’engager jeune pour faire vivre la gauche là où on ne l’attend pas

Anne-Flore Rouillon



Membre du bureau national des Jeunes Socialistes (75), tête de liste dans le 7ème arrondissement de Paris

À vingt-cinq ans, j’ai fait le choix de mener une campagne municipale comme tête de liste dans le 7e arrondissement de Paris, où Rachida Dati est maire depuis 2008, un territoire solidement ancré à droite, où la gauche avait disparu du conseil d’arrondissement depuis 2017.

Après plusieurs mois d’engagement intense, j’ai été élue seule conseillère d’opposition à 14,95 % des suffrages exprimés. Une position singulière, mais surtout une responsabilité : celle de faire vivre une voix de gauche là où elle ne portait plus.

Bien évidemment, cet engagement prend racine dans des convictions profondes, encore plus fortes lorsque l’on fait campagne dans des territoires non acquis à gauche. D’abord, la volonté de poursuivre les transformations engagées à Paris en matière de social, d’écologie et de qualité de vie, l’adaptation au réchauffement climatique, l’amélioration de l’espace public, politiques déjà amorcées qu’il faut amplifier.

Ensuite, la certitude que la politique locale est l’échelon le plus concret. C’est là que tout prend sens, au contact direct des habitants, dans la compréhension du quotidien. Au fil de la campagne, le lien entre les enjeux locaux et ces convictions s’est dessiné avec clarté. Le logement, d’abord, avec 36 % de logements vacants, dont 10 % vides toute l’année. En sachant que le 7e arrondissement n’est pas seulement composé d’appartements luxueux mais aussi de logements, studios souvent, non isolés, non rénovés, à des loyers exorbitants.

La démocratie locale ensuite, marquée par l’absence d’opposition de gauche pendant plusieurs années. La place des jeunes également, alors même que l’arrondissement accueille des milliers d’étudiants notamment, sans que les politiques publiques locales suivent réellement en leur faveur.

L’écologie, enfin, avec des défis majeurs : îlots de chaleur, rénovations thermiques, mobilités douces, végétalisation. Sans oublier un déclin démographique préoccupant, avec 16 % d’habitants en moins en dix ans.

Faire campagne dans le 7e arrondissement a été une véritable école d’exigence. Très vite, une évidence s’est imposée : rester fidèle à ses convictions. Dans un territoire peu favorable, la tentation d’adapter son discours existe. Mais elle est vaine. Les électeurs de gauche attendent justement une parole claire et assumée, d’autant plus face à une droite solidement installée. D’autant plus que s’engager dans un arrondissement « de conquête », en tant que jeune femme, pouvait apparaître comme un pari risqué.

Toutefois, sur le terrain, la réalité s’est révélée différente. La jeunesse a suscité de la confiance. Des électeurs, quel que soit leur âge, ont exprimé une attente de renouvellement. L’absence de parcours politique long et l’idée d’un engagement sincère pour le bien commun, à gauche, ont été perçues comme des atouts. Là où certains profils installés peuvent cliver, la jeunesse permet souvent d’ouvrir le dialogue.

Il a aussi fallu trouver sa place en interne et l’assumer pleinement en tant que tête de liste pour porter un cap, entraîner une équipe, créer une dynamique collective, d’autant plus dans un contexte d’union. Être ce moteur capable de mobiliser, chaque jour, autour d’un objectif commun.

Ce projet n’aurait jamais pu exister sans un collectif. La campagne a été profondément humaine. Une équipe engagée, avec un noyau de jeunes très mobilisés, mais aussi une richesse intergénérationnelle essentielle. Jour après jour, cette dynamique s’est incarnée dans le terrain : porte-à-porte, marchés, rencontres dans tous les lieux de vie de l’arrondissement. Cette dynamique n’aurait pas eu lieu sans l’union : dans les arrondissements dits de conquête, partir seul n’a pas d’intérêt. C’est un projet collectif qui a permis à davantage d’électeurs de se reconnaître et d’adhérer.

Bien sûr, cette campagne ne s’est pas faite sans contraintes. Dans un arrondissement peu prioritaire, avec des moyens limités, il a fallu redoubler d’énergie. Chaque voix comptait, nous sommes allés les chercher une par une. Les résultats en témoignent : 3 222 voix, soit plus que l’ensemble des listes de gauche en 2020. Une progression qui montre que même dans les territoires les plus difficiles, l’engagement permet de reconstruire et de redonner une perspective.

Pour toutes et tous, n’hésitez pas à vous engager et affirmer que la jeunesse porte la voix de l’avenir pour défendre une société plus juste, plus écologique, plus égalitaire. Cette expérience est exigeante et formatrice.

Aujourd’hui, même seule élue de gauche dans l’arrondissement, l’essentiel est de continuer. Continuer à être présente sur le terrain, à faire vivre ce lien avec les habitants, à ne rien lâcher. Continuer à porter des idées progressistes, écologistes et féministes, même lorsqu’elles vont à contre-courant. Et prolonger cette dynamique. Donner envie à d’autres de s’engager, faire émerger une nouvelle génération d’élus locaux, partout. Parce que c’est ainsi que l’on réussira à transformer la société. ■







Les élections consulaires et la représentation des Français de l’étranger

Valentin Auger



Militant jeune socialiste (JSE)

Les 30 et 31 mai 2026 se sont tenues les élections des conseillers consulaires des Français de l’étranger, généralement raccourcies par « élections consulaires ». Ces élections permettent aux citoyens français vivant à l’étranger d’être représentés au niveau local auprès de l’ambassade.

En effet, c’est près d’1,8 million de nos concitoyens qui sont inscrits sur le registre des Français établis hors de France (LEC). Toutefois, l’inscription n’y est pas obligatoire et les estimations tendent vers 2,5 millions de Français vivant réellement à l’étranger.

La communauté se concentre principalement dans cinq pays, à savoir : la Suisse (171 884 inscrits), les États-Unis (159 357), le Royaume-Uni (141 065), la Belgique (123 226) et le Canada (118 772). Ces pays regroupent à eux seuls 40,5 % des inscrits. Cette répartition géographique privilégie l'Europe avec 48,31 % des effectifs du fait de sa proximité, suivie par la zone Amériques et Caraïbes (21,18 %), l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient (15,8 %), l'Afrique subsaharienne et l'Océan Indien (7,41 %), et enfin l'Asie-Océanie (7,3 %).

D’autre part, on peut aussi mentionner que la communauté est caractérisée par une installation durable. On y compte 1 232 097 personnes résidant dans la même circonscription depuis plus de cinq ans, contre seulement 141 639 inscrits depuis moins d'un an. Enfin, la part des binationaux possédant la nationalité de leur pays de résidence représente 31,9 %.

Les Français de l’étranger participent pareillement à la vie démocratique par les élections. Leurs votes s’ajoutent à ceux de métropole et d’outre-mer pour les élections présidentielles et européennes. Quant aux législatives, ils sont représentés par onze députés, regroupés par circonscription en fonction de la répartition de la communauté dans le monde.

Ce système est effectif depuis la révision constitutionnelle de 2008. Les citoyens de l’étranger peuvent voter en bureau de vote au consulat. Toutefois, la plupart des votes s’effectuent par internet. Comme les consulats peuvent parfois être éloignés du lieu de résidence, par souci du taux de participation souvent faible, cela aide à faciliter le vote.

Enfin, la communauté est représentée par douze sénateurs. Les sénateurs sont, comme en France, élus par les grands électeurs, tels que les conseillers municipaux ou départementaux. Pour l’étranger, le corps des grands électeurs est principalement constitué des 443 conseillers consulaires. Dans ce contexte, chaque voix compte pour l’élection des sénateurs. Les conseillers consulaires ont dès lors un pouvoir important.

Les conseillers consulaires, aujourd’hui appelés conseillers des Français de l’étranger, sont les principaux représentants de proximité des Français établis hors de France. Ils sont élus pour six ans au suffrage universel direct et proportionnel dans leur circonscription. Ils siègent au conseil consulaire aux côtés de l’ambassadeur ou du consul général et interviennent sur les sujets concrets qui touchent la vie quotidienne des expatriés. Il peut s’agir de la question des aides sociales, de la protection sociale, de l’emploi, de la formation professionnelle, de la sécurité, de l’enseignement français à l’étranger, des bourses scolaires et du soutien aux associations.

Leur fonction est avant tout consultative. Cependant, ils jouent un rôle essentiel de relai entre les Français de l’étranger et l’administration de l’ambassade et du consulat. Ils sont aussi en contact étroit avec les sénateurs qu’ils ont élus et peuvent faire remonter au niveau national les problèmes rencontrés par les expatriés. C’est ici leur rôle politique principal.

Hormis la participation aux élections sénatoriales, tenues deux fois durant leur mandat (tous les trois ans), les responsabilités qui incombent aux conseillers consulaires sont davantage administratives.

Quel dossier présente les critères requis afin d’obtenir la bourse pour le lycée français ? Quelle est la situation sécuritaire dans le pays ? Le dossier de cette association comporte-t-il toutes les pièces nécessaires pour obtenir les subventions ? Ils forment ainsi le tissu de l’État.

Certains des conseillers siègent également à l’Assemblée des Français de l’étranger (AFE), ce qui prolonge leur rôle de représentation au niveau national. L’AFE est un organe consultatif composé de 90 conseillers élus parmi les conseillers des Français de l'étranger pour représenter les expatriés auprès du gouvernement. Elle sert d'espace de réflexion et de défense des intérêts sur les enjeux mondiaux comme la fiscalité ou l'enseignement. Ses membres produisent des avis et des résolutions qui éclairent ensuite les politiques publiques.

La France présente une spécificité particulière vis-à-vis des autres pays du monde. Bien qu’il existe aussi une représentation parlementaire des citoyens de l’étranger dans d’autres pays (Italie, Portugal, Roumanie) ou qu’il existe des institutions consultatives des expatriés auprès du gouvernement central (Maroc, Suisse), la France est le seul pays à combiner les différents niveaux de représentation et de manière aussi étendue. Ainsi, la communauté des Français de l’étranger représente un poids important dans la représentation nationale en comparaison de sa taille. Les parlementaires, présents dans la plupart des groupes politiques, peuvent ainsi apporter leur point de vue sur la manière dont tel ou tel projet de loi affecterait les concitoyens expatriés.

Le Parti socialiste est présent à l’étranger à travers la fédération des Français de l’étranger (FFE), qui se divise ensuite entre les différentes circonscriptions. Les Jeunes socialistes de l’étranger (JSE) sont quant à eux la seule organisation de jeunesse politique active et structurée de l’étranger.

Le militantisme à l’étranger comporte cependant de nombreuses particularités. En effet, il n’est pas possible d’aller tracter sur les marchés ou de faire du porte-à-porte lorsque la communauté est aussi éclatée géographiquement. L’activité se fait principalement en ligne à travers les réseaux sociaux, par l’organisation d’événements spéciaux comme des rencontres publiques avec les députés, sénateurs ou conseillers consulaires, par les webinaires.

Les taux de participation sont toujours très faibles au sein de la communauté des Français de l’étranger. La participation dépasse rarement les 40% pour les présidentielles et stagne autour des 20% pour les autres élections.

Cela s’explique d’une part par la méconnaissance des droits auxquels les citoyens expatriés ont accès comme la possibilité de voter par Internet, mais aussi par une méconnaissance des élections elles-mêmes. Beaucoup d’expatriés ignorent qu’ils sont représentés par les conseillers consulaires.

Enfin, certains citoyens binationaux n’ayant parfois jamais vécu en France peuvent se sentir distants de la politique française, voire peuvent même être distants de la langue française. Il s’agit alors de réfléchir à l’échelle locale des meilleures manières d’informer et de convaincre la majorité de non-votants.

C’est l’enjeu principal du militantisme à l’étranger, d’aller chercher les voix une à une. Car dans un contexte de forte abstention, où les registres d’inscription électoraux sont parfois courts, chaque voix compte et peut sensiblement changer la donne. Gardons-le à l’esprit. ■

Une politique jeunesse ne suffit plus, il faut des politiques jeunesses : retour sur la méthode défendue pendant la campagne municipale à Lorient

Gwendal Jan
Animateur fédéral du Morbihan



« *Salut Gwendal ! Est-ce que ça te dit de faire un point jeunesse à notre prochaine réunion du collectif ? Notamment sur la méthode dont on a discuté…* ». Début 2026, j'ai reçu avec plaisir ce message. La campagne, que nous préparions depuis quelques mois, prenait un nouveau virage : elle serait tournée vers la jeunesse et l'avenir. Notre équipe et notre candidate portent un choix fort : accorder aux jeunesses lorientaises une place centrale dans l'action municipale.

Avant même de se lancer dans les campagnes municipales, j'avais une conviction forte : notre rôle ne se limite pas à coller des affiches, distribuer des tracts ou faire beau sur la photo. Nous sommes là pour écrire un programme, construire une méthode, débattre, écouter et, à terme, porter la voix des jeunes dans les institutions.

C'est pour cela qu'en parallèle de la « campagne officielle », nous avons monté le collectif des Jeunes avec Gaëlle, non pas pour faire une campagne alternative, mais une campagne complémentaire. Notre mobilisation a été remarquée et a permis d'aller directement à la rencontre de jeunes et de moins jeunes dans les quartiers, lycées, facs ou parcs. C'est par cette nouvelle approche que nous avons engagé des échanges francs avec de nombreux jeunes.

Je passe volontairement sur le contexte lorientais, car il est complexe et je souhaite concentrer cet article sur la méthode que nous avons défendue durant la campagne. Cette méthode, on pourrait la résumer en une expression : « *faire pour, faire avec, faire partout* ».

« *Faire pour* » les jeunes, des politiques ambitieuses. Les politiques de jeunesse ne doivent pas être la variable d'ajustement qui encaisse les coupes budgétaires. C'est pourquoi nous avons porté des mesures fortes comme la sécurité sociale de l'alimentation ou le revenu de dignité.

« *Faire avec* » les jeunes. Notre ambition était de donner aux jeunes les moyens de décider de la manière dont ils souhaitent construire leur avenir. Dans la plupart des municipalités, les jeunes, quand ils sont intégrés au processus de décision, sont cantonnés à une simple consultation, alors qu'ils veulent pouvoir décider eux-mêmes.

Il faut mettre en place des espaces de codécision réels, populaires et pérennes. Par exemple, notre proposition de revenu de dignité était limitée à un budget dédié, tandis que ses modalités restaient à déterminer par une jeune assemblée. Mais permettre aux jeunes de participer ne suffit pas si leurs problématiques restent enfermées dans des politiques publiques séparées du reste de l'action municipale.

« *Faire partout* », dans tous les champs de compétences de la municipalité. Au cœur de notre approche se trouvait un choix clair : rompre avec la traditionnelle « page jeunesse » du programme. À la place, des propositions qui concernent les jeunes dans tous les volets du programme. Notre ambition était de faire la même chose dans les politiques municipales.

Autrement dit : les mesures pour les jeunes ne doivent pas être enfermées dans une politique jeunesse à part. Tout simplement parce que les jeunes vivent la ville dans toutes ses dimensions et ont souvent des problématiques semblables à celles des actifs. Leur place est donc dans l'ensemble des politiques publiques.

Par exemple, penser la jeunesse dans les transports, c'est une question d'autonomie, d'accès aux études, à l'emploi, mais aussi d'accès aux loisirs du quotidien. Dans l'urbanisme, penser la jeunesse oblige à regarder autrement les espaces de rencontre et les infrastructures sportives et culturelles.

Trop souvent, les politiques de jeunesse sont réduites à des dispositifs isolés davantage pensés comme des outils de communication que comme des leviers d'émancipation. De plus, quand la jeunesse est cantonnée à une seule ligne budgétaire, il est plus simple d'attaquer et de couper des budgets.

Cette réflexion n'est pas abstraite. Elle répond à une réalité : trop de jeunes vivent dans la précarité et peinent à se loger, à s'épanouir ou à accéder à un emploi. Dans de nombreuses villes moyennes, une partie de la jeunesse finit par partir faute de perspectives et de moyens. C'est pourquoi nous devons changer notre manière de faire.

Historiquement, le socialisme municipal a permis de construire des politiques locales de solidarité et d'émancipation. J'ai la conviction qu'il doit, aujourd'hui, retrouver cette ambition. Cela suppose d'intégrer pleinement les enjeux générationnels dans toute l'action publique et donc de repenser notre manière d'aborder les politiques de jeunesse.

Nous devrions admettre de sortir de la logique du volet « jeunesses » dans les programmes et dans les budgets. Au contraire, des mesures à destination des jeunes devraient être intégrées à chacune des politiques publiques (logement, autonomie, santé…). Car il faut des politiques adaptées, qui intègrent, anticipent et planifient l'avenir. Mais nous devons rester vigilants : supprimer un volet jeunesse spécifique ne doit ni invisibiliser les problématiques vécues par les jeunes, ni les réponses qui doivent y être apportées.

Les aspirations des jeunes n'étant pas fondamentalement différentes de celles du reste des habitants, quand on met en place des mesures pour les jeunes, les bienfaits bénéficient à toute la population.

Par exemple, si on lance la construction de logements pour étudiants et jeunes actifs, par ricochet, il y aura de nouvelles infrastructures sportives et culturelles, de nouvelles animations… Et donc intégrer cette méthode au socialisme municipal permettra de changer concrètement la vie des jeunes, de rendre les territoires attractifs et de permettre aux jeunes d'y rester.

Derrière cette méthode, il y avait une conviction simple : une ville qui abandonne sa jeunesse abandonne progressivement son avenir. Malheureusement, la victoire du maire de droite sortant et ex-ministre ne nous permet pas de mettre en œuvre notre ambition. Pour autant, une chose est sûre : cette méthode continuera d'inspirer nos combats. ■













Manifestation du Rassemblement populaire, 14 juillet 1936. Dans la tribune, de gauche à droite : Thérèse Blum, Léon Blum, Maurice Thorez, Roger Salengro, Maurice Viollette, Pierre Cot.

LE SOCIALISME MUNICIPAL, BOUSSOLE DE NOTRE ACTION

Le socialisme municipal, point d'appui pour demain

Alétheïa Bruel
Secrétaire nationale à la vie associative (Hérault)

Alexis Lefebvre
Membre du bureau national des Jeunes Socialistes (Hérault)



Le socialisme municipal repose sur une intervention active de la commune dans l'organisation des services essentiels et de la vie collective. Il vise à garantir l'égalité d'accès et à répondre aux besoins sociaux en assurant une maîtrise publique des services.

Historiquement, cela passe par le développement de services publics locaux en régie directe dans des domaines comme le logement, les transports, l'éducation ou l'énergie. Dans ses formes actuelles, cette maîtrise peut aussi s'exercer à travers des outils comme les sociétés publiques locales afin d'orienter l'action vers l'intérêt général.

Cette conception s'accompagne d'un rôle central accordé à la commune dans l'émancipation sociale. Le soutien à l'école publique et laïque en constitue un élément important, tout comme les politiques de solidarité visant à réduire les inégalités.

Elle s'inscrit aussi dans une approche de l'urbanisme fondée sur la maîtrise du foncier, afin d'organiser le développement urbain en fonction des besoins collectifs, de planifier les logements et de garantir l'accès aux équipements.

Le soutien à la culture, au sport et à la vie associative participe de cette orientation en structurant la vie sociale et en rendant accessibles des pratiques collectives.

À Montpellier, l'action menée depuis 2020 par Michaël Delafosse, maire de Montpellier et président de Montpellier Méditerranée Métropole, avec son équipe, s'inscrit dans cette continuité. Son mandat, reconduit en 2026, se caractérise par une intervention publique visant à assurer l'accès aux services essentiels.

Le bouclier social pour les Montpelliérains et les habitants de la métropole, comprenant la gratuité des transports en commun pour les résidents de la métropole, la mise en place d'une mutuelle communale ainsi que les investissements dans l'école publique, prolonge une action municipale tournée vers la réduction des inégalités.

Les transformations urbaines engagées participent de la même logique. La piétonnisation, le développement des mobilités douces, la végétalisation et la rénovation des quartiers populaires visent à agir sur les conditions de vie et à rendre la ville plus accessible.

Le soutien aux équipements publics, à la culture, au sport et à la vie associative contribue à structurer le lien social.

Les politiques de sécurité, avec une présence municipale renforcée, s'inscrivent aussi dans cette volonté d'agir contre l'insécurité et les incivilités auxquelles sont exposés en premier lieu les plus modestes — femmes, jeunes, habitants des quartiers populaires, personnes âgées. Face à cette réalité, le socialisme municipal doit faire le choix clair de renforcer la présence humaine pour garantir l'efficacité du service public de sécurité.

Cet engagement en faveur du socialisme municipal ne se limite pas à l'action conduite à Montpellier. Il s'est aussi exprimé dans les campagnes menées pour les élections municipales dans les communes voisines, comme Castelnau-le-Lez, Jacou, Clapiers ou Saint-Jean-de-Védas. Portés par des maires sortants ou des têtes de liste socialistes, ces projets s'inscrivent dans une même orientation, celle de construire des projets de territoire au service des habitantes et des habitants en associant les acteurs économiques, culturels et associatifs.

Ce cap et ce travail mené à l'échelle communale et métropolitaine ne relèvent pas seulement de la gestion locale. Ils constituent un socle politique et programmatique appelé à nourrir le socialisme dans les prochaines échéances électorales, en s'appuyant sur des réalisations concrètes et une pratique renouvelée de l'action publique associative contribue à structurer le lien social. ■



Grève des mineurs à Courrière (couverture du Petit journal, 1er avril 1906)

Les communes sont les outils qui rendent le socialisme concret

André Laignel



Premier vice-président délégué de l'association des maires de France et ancien maire d'Issoudun, André Laignel a accompagné François Mitterrand depuis les années 1960, participant à la création du Parti socialiste.

Il est l'une des figures de la génération de maires de 1977, porteur du socialisme municipal, qui a largement contribué à la victoire de François Mitterrand en 1981.

Qu'est-ce que le socialisme municipal selon vous ? A quels besoins doit-il répondre ?

Pour moi, il n'y a pas d'un côté le socialisme municipal et de l'autre le socialisme national. Il n'y a qu'un seul socialisme, appliqué à différents niveaux.

Il revient aux maires de se charger des questions de culture, d'éducation, de logement, de transport ; et nous nous sommes battus pour les obtenir. Car il y a des besoins que l'État ne peut pas identifier du fait de sa distance avec les citoyens. Mais les maires, eux, le peuvent. À nous ensuite de produire des politiques en accord avec nos valeurs.

Avec le retrait de l'État de ses compétences, comme la sécurité ou la santé, les difficultés des concitoyens augmentent en même temps que les attentes envers les maires s'accroissent.

Il est donc de notre devoir d'être au rendez-vous en menant une réelle politique socialiste, c'est-à-dire de changer et d'améliorer concrètement la vie des citoyens par l'action locale : des politiques sociales actives, donner la parole aux citoyens, etc.

Pourquoi intégrer une doctrine dans la gestion municipale ? Qu'est-ce qui la distingue d'une gestion plus conservatrice ou même « apolitique » ?

Toute décision que prend un maire est politique, le budget en premier lieu. Appliquer une tarification sociale, construire des logements sociaux, ce sont des décisions éminemment politiques !

Je me suis toujours méfié de ceux qui affirment ne pas faire de politique. C'est pourtant tout le sens, et même la beauté, de ce mandat. La dévitalisation de la notion de politique voulue par Emmanuel Macron y est pour beaucoup dans la peur qu'inspire le mot politique lorsqu'il est prononcé par un maire.

Au contraire, il faut se réapproprier la politique comme outil pour exercer un mandat. Nous ne sommes pas des exécutants, nous prenons des décisions et elles sont motivées par nos valeurs : la justice sociale, la démocratie, l'égalité, la solidarité.

Les maires d'extrême droite, qu'ils se revendiquent comme tel ou non, prennent des décisions très fortement politiques : ils coupent les subventions aux associations de manière discriminatoire et mettent toute politique sociale et culturelle au point mort. À ce niveau, l'idéologie se mélange à la démagogie.

Les municipales de 1977 ont permis l'élection de nombreux maires socialistes. Comment ce concept a-t-il été repensé à cette occasion, ainsi qu'avec les lois de décentralisation de 1982-1983 ?

Avant 1981, les communes étaient sous tutelle ! L'État tenait le stylo et le carnet de chèques. Pour les maires élus en 1977, l'exercice du pouvoir ne se résumait pas à une simple gestion municipale.

Nous avions comme ambition d'enclencher une politique socialiste crédible qui devait montrer aux français que la gauche était prête à gouverner et préparer son accession au pouvoir.

Avec le PS, nous avons rédigé un manifeste municipal qui donnait la direction que nous allions suivre dans nos communes, en respectant nos spécificités.

Les communes étaient au cœur du projet de François Mitterrand. La droite voulait garder le pouvoir. Nous, nous voulions le rendre aux Français grâce à la décentralisation.

Elle a donné aux maires la possibilité d'aller au-delà de la simple gestion. Elle leur a donné le pouvoir et les moyens financiers de répondre par eux-mêmes aux attentes spécifiques des concitoyens. Nous avons fait de la commune un réel outil de transformation sociale.

Comment s'est traduit le socialisme municipal dans votre action communale à Issoudun ?

Tout au long de mes mandats, j'ai eu à cœur d'associer constamment les citoyens aux grandes décisions de la commune, avec l'organisation d'états généraux de la santé, de l'environnement, de l'urbanisme. Chaque citoyen a pu donner son avis, dans les grandes orientations d'Issoudun.

Nous avons aussi créé une mutuelle municipale, et menons une politique culturelle et d'aide aux associations ambitieuse. Car derrière ces associations, c'est la vitalité sportive, culturelle, patriotique, solidaire de la ville qui est en jeu.

De plus, tout ce qui peut être géré en régie municipale l'est, et lorsque la taille de la commune ne le permet pas et impose une délégation de service public, elle s'accompagne d'exigences considérables pour garantir la qualité du service.

Le socialisme c'est l'intérêt général, et il implique du pragmatisme, pas du dogmatisme.

À l'heure du changement climatique et du retrait de l'État, comment peut-on repenser le socialisme municipal ?

Derrière la volonté de l'État de ne plus assumer ses vocations protectrices et émancipatrices, c'est tout le contrat social qui se fragilise. Le socialisme doit constituer une réponse, un rempart à cette crise profonde que traverse la France. Car si nous ne sommes pas au rendez-vous, l'extrême droite, elle, y sera.

Dans cette ambition, l'échelle locale est la plus pertinente, de par sa proximité, ses compétences. Elle peut réparer le lien social, émanciper les citoyens et préparer nos territoires au changement climatique.

Mais nous avons pour cela besoin de changer la donne, de redonner du pouvoir et des moyens aux maires pour assumer ce rôle déterminant.

François Mitterrand disait que « *La France a eu besoin d'un pouvoir fort et centralisé pour se faire. Elle a aujourd'hui besoin d'un pouvoir décentralisé pour ne pas se défaire* ».

Aujourd'hui, l'urgence est de donner aux collectivités les moyens de mettre en œuvre des politiques ambitieuses. Les communes sont les outils qui rendent le socialisme concret. ■

Vacances et placement familial : une expérience socialiste de l'encadrement de l'enfance

Merlin Bouchard
Militant jeune socialiste (Côte d'Or)



Si les communistes occupent une place importante dans le développement des centres de vacances, les socialistes constituent également des acteurs majeurs de ces politiques d'encadrement de l'enfance.

À rebours du modèle dominant des centres collectives, les socialistes de Suresnes privilégient le placement familial en milieu rural. Les enfants sont accueillis chez des familles paysannes et soumis à un rythme de vie souple, calqué sur celui des travaux agricoles.

Ce choix répond à une double ambition : rapprocher populations urbaines et rurales, mais aussi soustraire les enfants aux contraintes jugées excessives de la vie urbaine.

Ainsi, le maire socialiste Henri Sellier envoie pendant six puis huit semaines des enfants de Suresnes respirer le bon air de la campagne et s'initier aux travaux des champs dans le sud-ouest de la Nièvre (entre huit et dix bourgs) où la paysannerie déchristianisée depuis plusieurs décennies, votait socialiste depuis 1902.

De plus, plutôt que d'organiser son centre de vacances par l'intermédiaire d'une œuvre caritative, Sellier construit un véritable service public fondé sur la collaboration entre la commission municipale des centres de vacances de la mairie et l'assistance publique dans la Nièvre. Cette dernière tenait un registre de foyers paysans jugés aptes à recevoir des enfants. Les enfants recrutés à Suresnes se trouvent dans les écoles primaires, où tous les écoliers reçoivent une fiche d'inscription.

Sellier mettait en avant le droit de l'enfant à avoir une bonne santé et des vacances à la campagne. C'est un droit dont il doit jouir grâce à la politique sociale de la municipalité. Dès que la liste est prête, la commission municipale des centres de vacances l'envoie au service des enfants dans la Nièvre afin d'effectuer les placements.

À la différence de la plupart des centres de l'entre-deux-guerres, le centre de vacances municipal de Suresnes n'impose ni uniforme, ni béret, ni foulard, ni autre signe distinctif d'appartenance. La commission municipale défend sa politique de faire profil bas. L'absence de signes distinctifs dans le centre de Suresnes marque la volonté des organisateurs de ne faire ni politique ni propagande à travers leur action.

La vie quotidienne du centre se déroule dans les foyers, jardins ou basses-cours. Il y a très peu de moments collectifs, tels que des rassemblements ou des séances de cinéma. La volonté politique s'accompagne d'un financement qui recourt au mécénat et permet de n'exiger aucune participation d'une forte importance pour les familles. Au début des années 1930, 34 enfants de Suresnes prennent ainsi des vacances au grand air, encadrés par 539 bénévoles municipaux). Ce type de centres perdure à Suresnes jusqu'en 1946, trois ans après la disparition de Henri Sellier.

Toutefois, cela ne va pas sans conflits avec les parents nourriciers. En effet, une circulaire du 15 février 1939 prévoit des sanctions aux paysans-nourriciers qui se servent des enfants accueillis pour des travaux comme les moissons, les vendanges ou les foins. Les nombreuses plaintes qui vont remonter vont contribuer à la chute de ce mode de placement.

Aujourd'hui disparues, les centres municipaux n'en demeurent pas moins des exemples précoces et novateurs de politiques municipales en faveur de l'émancipation de la jeunesse. ■



Fin des camps de vacances de 1935 à Lille (archives municipales)

Le socialisme municipal en disparition ?

Joachim Taïeb

Secrétaire national à l'académie des Jeunes Socialistes (Doubs)



Cet article se propose de dépasser une simple lecture arithmétique des résultats des municipales pour analyser les mutations du socialisme municipal à l'occasion de ces élections. En s'appuyant sur les travaux de Rémi Lefebvre, l'idée est de comprendre si la mobilisation du corpus doctrinal dit « socialisme municipal » a trouvé sa place dans ces élections et d'explorer ses mutations.

D'emblée, un premier constat s'impose. Plus que jamais, le socialisme municipal confirme son déclin théorisé par Rémi Lefebvre en 2015. Sans surprise, le temps des débats autour d'un corpus doctrinal socialiste à l'échelle municipale, opposant notamment les courants chevènementiste et rocardien autour des questions d'autogestion et de démocratie locale, semble révolu.

La faute d'une part à une dépolitisation croissante et à un intérêt de plus en plus faible pour le débat d'idées ; d'autre part à la primauté accordée à la « bonne gestion » et à l'effacement d'accents idéologiques perçus comme contre-productifs lorsqu'il s'agit de conquérir une ville ou de préserver un bastion socialiste.

Dans plusieurs villes socialistes, c'est avant tout la figure du maire - tantôt notable local tantôt gestionnaire technicien - ainsi que le bilan de l'équipe municipale sortante qui ont été mis en avant.

À Dijon, le PS conserve la ville sous l'impulsion de Nathalie Koenders qui a insisté sur un bilan positif des années Rebsamen marquées par « l'écoute et la proximité » et met en avant une bonne gestion financière. De même, à Rennes où Nathalie Appéré a défendu une gestion financière « sobre et rigoureuse ».

Les majorités sortantes, souvent friandes d'apolitisme, n'ont pas forcément intérêt à politiser excessivement la campagne et préfèrent s'appuyer sur leur bilan. Dans leurs programmes respectifs, le marqueur « socialiste » n'est ainsi que peu mobilisé.

L'étiquette socialiste elle-même peut même être délibérément écartée, comme Benoît Payan à Marseille qui a choisi de rendre sa carte dès 2023 afin de mieux souligner un engagement présenté avant tout comme au service de la ville et de ses habitants.

Il n'empêche, il serait bien trop aisé de considérer le socialisme municipal comme totalement enterré.

D'abord, la mise en avant de la réussite gestionnaire dans les villes précédemment citées au détriment de la mobilisation explicite de l'objet « socialisme municipal » n'empêche pas des programmes qui en traduisent nouvellement la doctrine. Les mobilités constituent à cet égard un exemple révélateur d'un nouveau clivage politique : à Dijon, la nouvelle maire élue était ainsi la seule à défendre la construction d'une troisième ligne de tramway.

Cette différenciation se retrouve également à Montpellier, où les questions de mobilité et le choix d'une politique de gratuité deviennent des marqueurs idéologiques qui renouvellent, à bas bruit, le socialisme municipal et permettent notamment au maire sortant d'être largement réélu. Celui-ci bénéficie également de la mise en œuvre d'une sécurité sociale de l'alimentation, mesure que la maire de Rennes reprend à son compte dans son propre programme.

D'autres objets de clivage participent aussi de ce renouvellement à l'instar de l'écologie et du logement. Si la campagne d'Emmanuel Grégoire à Paris a parfois semblé davantage miser sur les qualités personnelles d'un homme présenté comme sérieux et fin connaisseur des dossiers, le choix de s'inscrire dans la continuité de la maire sortante sur les enjeux écologiques, tout en assumant une forme de radicalité sur la question du logement, a néanmoins permis de redonner du souffle à une campagne marquée par des saillies verbales particulièrement virulentes.

Ensuite, ce que l'on pourrait qualifier de doctrine socialiste municipale se trouve également revigoré par deux évolutions qui lui sont extérieures. D'une part, LFI a choisi de ne pas enjamber l'échéance municipale et a ainsi élaboré une véritable doctrine, qualifiée de « communaliste ». Cette nouvelle concurrence idéologique à l'échelle locale a contraint le PS à sortir de la seule communication du « bon gestionnaire » pour organiser une convention destinée à théoriser ce que pourrait être aujourd'hui le socialisme municipal.

D'autre part, la montée en puissance du RN contribue à repolitiser le socialisme municipal, en le consacrant comme un rempart face à l'exclusion sociale, à la préférence nationale ou encore à l'affaiblissement du soutien à la culture.

Cette entreprise demeure toutefois loin d'être pleinement couronnée de succès, comme en témoigne la difficulté de la gauche dans son ensemble - et non du seul socialisme municipal - à se réapproprier les questions de sûreté face à l'instrumentalisation par la droite des enjeux de sécurité.

Enfin, il est impossible de s'intéresser aux mutations du socialisme municipal sans limiter l'analyse aux seuls grands centres urbains.

Or, si la nationalisation du scrutin local progresse, y compris dans les petites villes - comme le montre l'étude de l'institut Terram consacrée aux municipales -, le faible intérêt des habitants hors des grands centres urbains pour l'étiquette partisane du maire continue d'inciter les candidats à ne pas politiser excessivement l'élection. Cette tendance est d'autant plus marquée dans un contexte où le PS décline, depuis les années 2000, dans de nombreuses villes moyennes.

À cela s'ajoute la montée en puissance des intercommunalités, élues au « troisième tour » des municipales, qui parachève cette dynamique de dépolitisation. Le fonctionnement intercommunal repose en effet largement sur l'idée que les intérêts partisans doivent s'effacer au profit d'une coopération entre maires de sensibilités différentes. Sur ce terrain, le PS apparaît relativement silencieux, à l'inverse de LFI qui, forte de son statut de nouvel entrant dans l'arène locale, ne manque pas de dénoncer cette dépolitisation dans sa réflexion doctrinale.

Le socialisme municipal est ainsi traversé par des dynamiques de renouvellement, portées par de nouveaux clivages liés notamment à la question sociale. Un nouveau « socialisme du logement et des mobilités » semble ainsi répondre, en miroir, au « socialisme de l'eau et du gaz » de la période SFIO.

Pour autant, l'ambition de constituer des espaces locaux de résistance au capitalisme, conçus comme des « avant-gardes » ou des « avant-postes » - selon la théorisation portée notamment par le CERES - paraît aujourd'hui largement en sommeil.

La mise sous silence du socialisme municipal peut certes se comprendre pour des raisons stratégiques. Elle doit néanmoins alerter quant à l'avenir du PS lui-même et à sa capacité future à reconstruire une vision nationale.

D'une part, cette dépolitisation de l'action locale lorsque les socialistes exercent le pouvoir municipal tend, en retour, à dépolitiser les structures militantes en désamorçant le débat politique dans les sections, souvent réduit à la défense de l'action du maire.

D'autre part, cette dynamique fait courir le risque d'un parti réduit à un simple syndicat d'élus locaux, incapable de formuler une vision d'ensemble et un récit pour le pays. « L'équipe des maires » constituée par Anne Hidalgo lors de la présidentielle de 2022 - fondée sur l'illusion d'une réussite locale du PS transposable à l'échelle nationale - en a constitué une illustration particulièrement retentissante.

Il n'empêche que l'horizon ne prête pas à un pessimisme intégral. Les tentatives actuelles de redéfinition idéologique du socialisme - qu'il s'agisse de repenser la notion de liberté ou la place du marché - témoignent du retour d'une réflexion doctrinale riche, susceptible de trouver d'ores et déjà des déclinaisons locales en vue des prochaines élections municipales.

D'ici là, toutefois, l'attention restera avant tout tournée vers l'élection présidentielle qui, sans surprise, aura un lien particulièrement distendu avec les dynamiques observées à l'occasion de ces municipales. ■

LES JEUNES SOCIALISTES EN IMAGES

Batailles communes : la convention des municipales 2026











Crédit photos : Parti socialiste, Mathieu Delmestre.

La campagne « Maintenant, décidons ! »



À Troyes



À Lorient



À Pontivy

L´ACTU DES JEUNES SOCIALISTES

L´ACTUALITÉ INTERNATIONALE DES JEUNES SOCIALISTES

12-14 décembre 2025 : réunion du bureau des Jeunes socialistes européens à Bruxelles, Belgique — Les Jeunes Socialistes ont fait adopter une résolution dénonçant le traité de libre échange UE-Mercosur, faisant de YES la seule organisation socialiste européenne à s'y opposer.

26-29 mars : congrès de l'union internationale de la jeunesse socialiste à Istanbul, Turquie — Election du jeune socialiste espagnol Sergio Amante comme président de la IUSY et de la jeune socialiste mexicaine Jessali Zarazua comme secrétaire générale. L'occasion de tisser des liens avec nos partenaires mondiaux.

17-18 avril : mobilisation globale des progressistes à Barcelone, Espagne — Rassemblement mondial de la gauche démocratique sous l'égide de Pedro Sanchez pour affirmer un contre-modèle à celui des réactionnaires et conservateurs.

21 avril : échange en visio-conférence avec la coordination des mouvements de jeunesse membres de l'organisation de libération de la Palestine — Un échange important avec Rémi Boussemart et Morgan Bougeard afin de soutenir la paix et mieux comprendre la réalité de la condition des palestiniens.

6 mai : accueil à Paris de la direction des jeunes travaillistes hollandais.

19 mai : accueil à Paris de la direction des jeunes socialistes chiliens.

À venir

- 2-5 juillet : camp d'été de YES à Raszyn, Pologne.
- 17-19 juillet : rencontre des jeunes socialistes franco-allemands à Strasbourg.

Morgan Bougeard
Secrétaire national à l'international (75)

LA COORDINATION DES ÉLUES ET ÉLUS JEUNES SOCIALISTES

À l'issue des élections municipales, ce sont plus de 150 jeunes socialistes qui sont entrés dans les conseils municipaux. Dans la majorité, mais une majorité dans l'opposition, nous serons durant tout ce mandat en défense de nos valeurs.

La direction nationale des Jeunes socialistes saisit ce moment pour lancer une **coordination des élues et élus jeunes socialistes** dont l'objet sera d'échanger, de se former et d'agir ensemble durant tout le mandat municipal.

Concrètement, par une structuration au sein de l'association des jeunes élus de France, mais aussi par le lancement de réunions régulières de travail en commun, nous ferons entendre la voix de la jeunesse à l'extérieur et nous nous préparerons aux prochaines échéances car nous constituons la prochaine génération à devoir mener la bataille politique dans nos territoires.

Louis L'Haridon
Secrétaire national à la structuration des jeunes élus (95)

RETROUVE LES NUMÉROS DE L´ÉPINEUSE ET L´ACTUALITÉ DES JEUNES SOCIALISTES SUR : WWW.LESJEUNES-SOC.FR

SUIS-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX : @LESJEUNESSOC

LES Jeunes socialistes

LES JEUNES SOCIALISTES LANCENT « MAINTENANT, DÉCIDONS ! »

Vous l'avez reçue dans vos fédérations, la campagne Maintenant Décidons est lancée ! Au total, 100 000 tracts et 10 000 affiches ont été livrés dans toute la France.

Cette campagne, c'est notre moyen en tant que Jeunes Socialistes de nous mobiliser et d'agir concrètement en vue de la présidentielle, pour l'union de la gauche et pour porter la voix des jeunesses lors de cette élection majeure.

Dorénavant, cette campagne est à vous ! Allons sur les marchés, dans les parcs, les résidences étudiantes et les bars pour aller à la rencontre des jeunes et les faire répondre à notre grande enquête : que veulent-ils pour 2027 ? Quels sujets ? Quelles propositions ?

Dans quelques mois, nous présenterons les résultats de cette enquête qui a pour but de porter la parole des jeunesses et d'obtenir des engagements concrets des candidats sur les thèmes plébiscités par les jeunes.

Alors, c'est parti ! Allons tracter, frapper aux portes, et faisons répondre un maximum de jeunes !

Louis Daumal
Secrétaire national aux campagnes (75)

#CAMPUSJS 2026

Les 28 et 29 août, les Jeunes Socialistes te donnent rendez-vous à Blois pour un Campus JS entièrement réinventé !

Formats innovants, invités inédits, débats remaniés : tout est pensé pour replacer la militante et le militant au cœur de l'événement. Deux jours pour se former, échanger, débattre… et partager un moment collectif avant une année qui s'annonce intense. Parce que le Campus, c'est aussi des rencontres, des moments conviviaux et une énergie collective comme nulle part ailleurs.

Inscris-toi dès maintenant sur le site du Parti socialiste ! Profite du tarif jeune à 20€ et des hébergements proposés avec un tarif solidaire (places limitées).

On vous y attend toutes et tous !

Louise Foutrel
Secrétaire nationale aux grands évènements (31)

FORMATIONS VSS

Depuis trois ans maintenant, plus de 1 000 jeunes socialistes ont été formés à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Cette année encore, c'est en prévision de Blois que cette formation sera dispensée. **La formation de lutte contre les VSS est obligatoire pour accéder au campus JS, à renouveler chaque année.**

Cette formation permet d'assurer un campus safe pour tous les jeunes socialistes et invités, en faisant de la prévention et en formant de potentiels témoins. De manière générale, elle permet aux JS de savoir ce que sont les VSS, leur système de reproduction ainsi que les moyens du Parti pour lutter contre et les signaler. Pour les sessions de cette année, l'organisation des formations, dont leurs créneaux horaires, vous sera communiquée par mail durant l'été. Ne tardez pas à vous inscrire !

Camille Leroy
Secrétaire nationale à l'égalité et à la lutte contre les discriminations (69)

Épineuse numéro 7 - Crédits :

Directeur de publication - Théophile Bernard
Couvertures - Lola Delcour
Maquettage - Elias H'Limi
Logo - Louis Daumal
Relecture - Asmaa Merini